

Bruxelles 2 – 14 décembre 2016

Les Occidentaux, ces badauds diplomatiques d'une des plus graves crises de l'après-guerre (B. Badie)

(B2) Face à la situation dramatique à Alep, nous avons choisi de donner la parole à Bertrand Badie, professeur de sciences politiques à Sciences Po-USPC. Il analyse — bien mieux que nous aurions pu le faire — la débâcle totale des diplomaties occidentales (européenne et américaine) faisant « des vieilles puissances (...) des spectateurs impuissants, badauds diplomatiques d'une des crises les plus aiguës de la scène internationale d'après-guerre ». Et ce n'est pas fini. La situation actuelle recèle encore d'autres dangers.

Humainement, les souffrances de la population d'Alep couvrent toute autre considération. Politiquement, la déroute occidentale fait l'événement tant elle est accablante. Les vieilles puissances étaient jadis tour à tour les gendarmes, les administrateurs et les arbitres d'une région où, dès 1919, elles se considéraient chez elles.

Elles se retrouvent aujourd'hui au rang de spectateurs impuissants, badauds diplomatiques d'une des crises les plus aiguës de la scène internationale d'après-guerre. Pire encore, incapables d'agir, elles sont en partie les responsables plus ou moins conscientes du drame. Réunions au Quai d'Orsay, missions parlementaires, bons sentiments rhétoriques : tout est bon pour servir de cache-misère. Mais la débâcle est là : il va falloir la gérer...

Un mauvais départ et une naïveté diplomatique

Peut-être convient-il d'abord de la comprendre. Convenir que le point de départ était absurde : brandir, la main sur le cœur, qu'on ne parlerait plus jamais au dictateur incriminé. Bonne ou mauvaise sur le plan éthique, la posture relevait de l'extrême naïveté diplomatique. Elle rendait impossible toute négociation, puisqu'elle l'excluait par avance et qu'elle brandissait le résultat avant même que ne commence le débat.

Assortie de la certitude que Bachar al-Assad ne tiendrait que quelques semaines, elle devenait l'otage d'un pari risqué digne de turfistes ou de pelousards d'occasion. Le choix était même irréaliste dès lors qu'on savait que les armées occidentales ne conduiraient aucune coalition capable d'épauler une insurrection dont on ne s'assurait ni de l'identité ni des soutiens régionaux. Il devenait carrément arrogant dès lors qu'il était perçu, à tort ou à raison, comme le prolongement d'une diplomatie « transformationnelle », c'est-à-dire visant à guider les changements de régime là où on le décide.

L'échec de la diplomatie transformationnelle

Cette diplomatie a échoué partout tout en faisant pourtant la réputation de l'Occident : elle s'est effondrée en Afghanistan, en Irak, en Libye ; elle s'est révélée meurtrière et source de problèmes nouveaux sans cesse plus graves. Pire encore, elle a éveillé le soupçon d'un grand nombre pour s'imposer comme une aubaine chez les plus cyniques. Les islamistes radicaux s'en sont nourris avec abondance, les puissances émergentes au souverainisme sourcilieux

s'en sont inquiétées jusqu'à s'éloigner de la diplomatie de l'ancien monde tandis que la Russie de Poutine y a trouvé les choux gras de sa nouvelle diplomatie : se protéger d'un interventionnisme qu'elle n'avait pas vu venir en Libye et se présenter comme la garante des pouvoirs établis, là où tant de régimes autoritaires tremblent pour leur survie.

S'immiscer pour imposer un autre pouvoir n'aboutit jamais

L'équation est pourtant simple : intervenir chez l'autre pour réchauffer un pouvoir chancelant est possible, parfois gratifiant à court terme. S'immiscer pour imposer un autre pouvoir n'aboutit jamais : aucun fourgon étranger n'est assez grand pour y transporter un régime de substitution. Les puissances occidentales ont pu sauver des dictateurs, au Gabon, en République démocratique du Congo, au Tchad et ailleurs : elles ont été moins heureuses lorsqu'il s'agissait de mettre en place des formules de substitution.

Moscou ou Téhéran avaient trop besoin de démontrer à l'Occident que celui-ci perdait la main en la matière pour faciliter une transition politique douce en Syrie. Ils ont trop besoin de démontrer que la diplomatie occidentale a définitivement perdu cette prétention d'antan pour se prêter à une concertation ouverte sur l'évolution du régime de Damas.

Le choix dangereux des révoltes qui arrangent

L'avenir n'est réjouissant en fait pour personne. Renforcée par son succès militaire, la coalition russo-irano-assadienne n'a pas fini le travail, tant s'en faut. Quelques heures après que François Hollande se fut réjoui des « reculs » de Daech, celui-ci avançait victorieusement vers Palmyre, tandis que la bataille de Mossoul semble s'enliser. Les actions menées vers Raqqa sont le fait d'une coalition « arabo-kurde » qui risque de provoquer l'ire d'Ankara et mettre la Russie face à des soutiens occidentaux ambigus.

Devant de telles incertitudes, les handicaps l'emportent sur les atouts. Le jeu occidental est terriblement pauvre. Les puissances qui l'orchestrent n'ont pas d'alliés dans la région, face à une Turquie incontrôlable et une Arabie saoudite des plus complexe. Elles n'ont plus de leviers, tant la méfiance des uns et l'incrédulité des autres viennent à les affaiblir. Appuyant certaines dictatures et choisissant les révoltes qui les arrangent, elles ne savent pas construire une diplomatie réellement en prise avec les réalités sociales régionales ; piégées par leurs échecs, elles ont du mal à atteindre les tables de négociation, à l'exception des États-Unis que la Russie recycle partiellement pour lui servir de faire-valoir...

Les impasses des uns, le bonheur des autres

La Russie, quant à elle, a mangé son pain blanc : elle a pu montrer sa force, ce dont elle rêvait pour revenir dans le jeu. Il lui faut maintenant montrer que cette force est convertible en capacité politique. Mais il ne suffit plus de faire d'Assad un nouvel Husak ou un Gomulka d'après 1956. Ce temps est terminé et cette résistance des dynamiques sociales risque bel et bien de faire le jeu du troisième larron incarné par les entrepreneurs islamistes les plus radicaux. « Voilà pourquoi votre fille est muette » et comment les impasses des uns font le bonheur des autres : il serait temps d'y penser...

Bertrand Badie

Professeur des Universités à Sciences-Po (Institut d'études politiques de Paris) et enseignant-chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).